

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 21. § 1^{er}. L'omission temporaire du tableau des membres accordée par le Conseil à des réviseurs d'entreprises personnes physiques en exécution de l'article 5, § 5 de l'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, tel que modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2000 et l'empêchement pour l'exercice d'un mandat politique conformément à l'article 5, § 6 du règlement précité prennent fin de plein droit au plus tard le 31 décembre 2007.

§ 2. Les réviseurs d'entreprises personnes physiques qui bénéficient de l'omission temporaire du tableau des membres ou de l'empêchement pour l'exercice d'un mandat politique doivent avant le 31 décembre 2007, soit communiquer au Conseil qu'ils sont de nouveau à même de respecter les obligations des réviseurs d'entreprises, soit présenter leur démission en respectant les dispositions de l'article 19 du présent arrêté.

§ 3. Lorsque, à l'expiration de la date mentionnée à l'alinéa précédent, le réviseur d'entreprises a omis d'aviser le Conseil de la façon dont il souhaite mettre fin à son omission temporaire ou à l'empêchement pour l'exercice d'un mandat politique, il est considéré être démissionnaire et il est dès lors retiré du registre public.

Art. 22. § 1^{er}. Les réviseurs d'entreprises inscrits au « tableau des membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises » à la date du 20 août 2007 sont réputés avoir été autorisés à être transférés dans le « registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises ».

§ 2. Le Conseil prend les mesures nécessaires au transfert des données du « tableau des membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises » au registre public, tel que visé aux articles 9 à 11, dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 23. Le Conseil prend les mesures nécessaires pour la constitution et la mise à jour des dossiers, tels que visés aux articles 14 et 15.

Art. 24. § 1^{er}. L'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, tel que modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2000, est abrogé.

§ 2. L'arrêté royal du 14 février 1989 déterminant les conditions d'octroi de la qualité de membre de l'Institut des Réviseurs d'entreprises aux personnes physiques et morales visées à l'article 4ter de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'entreprises est abrogé.

Art. 25. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 31 août 2007.

Art. 26. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 21. § 1. De tijdelijke weglating uit de ledenlijst toegekend door de Raad aan bedrijfsrevisoren natuurlijke personen in uitvoering van artikel 5, § 5 van het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 maart 2000 en de verhinderende wegens uitoefening van een politiek mandaat overeenkomstig artikel 5, § 6 van voormeld besluit vervallen van rechtswege ten laatste op 31 december 2007.

§ 2. De bedrijfsrevisoren natuurlijke personen die de tijdelijke weglating uit de ledenlijst of de verhinderende wegens uitoefening van een politiek mandaat genieten moeten vóór 31 december 2007, hetzij aan de Raad mededelen dat zij opnieuw in staat zijn om de verplichtingen van de bedrijfsrevisoren na te komen, hetzij hun ontslag aanbieden met naleving van artikel 19 van onderhavig besluit.

§ 3. Indien bij het verstrijken van de in het voorgaande lid vermelde datum de bedrijfsrevisor heeft nagelaten aan de Raad te melden hoe hij zijn tijdelijke weglating uit de ledenlijst of de verhinderende wegens uitoefening van een politiek mandaat wenst te beëindigen, wordt hij geacht ontslag te nemen en wordt hij bijgevolg doorgehaald in het openbaar register.

Art. 22. § 1. De bedrijfsrevisoren ingeschreven op de « ledenlijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren » op datum van 31 augustus 2007 worden beschouwd als zijnde toegelaten tot overdracht naar het « openbaar register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren ».

§ 2. De Raad neemt de nodige maatregelen voor de overdracht van gegevens uit de « ledenlijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren » naar het openbaar register, zoals bedoeld in de artikelen 9 tot 11, binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 23. De Raad neemt de nodige maatregelen voor de samenstelling en de actualisering van de dossiers, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 15.

Art. 24. § 1. Het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 maart 2000, wordt opgeheven.

§ 2. Het koninklijk besluit van 14 februari 1989 tot vaststelling van de voorwaarden voor toekenning van de hoedanigheid van lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan de natuurlijke personen en de rechtspersonen bedoeld in artikel 4ter van de wet van 22 juli 1953 tot oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren wordt opgeheven.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 2007.

Art. 26. Onze Minister van Economie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2007 — 2168

[2007/201671]

Extrait de l'arrêt n° 78/2007 du 16 mai 2007

Numéro du rôle : 4039

En cause : le recours en annulation des articles L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, et L4145-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, contenus dans le livre Ier de la quatrième partie dudit Code, tel que ce livre Ier a été remplacé par l'article 2 du décret de la Région wallonne du 1^{er} juin 2006, introduit par Arnold François et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dufilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 août 2006 et parvenue au greffe le 30 août 2006, un recours en annulation des articles L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, et L4145-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, contenus dans le livre Ier de la quatrième partie dudit Code,

tel que ce livre Ier a été remplacé par l'article 2 du décret de la Région wallonne du 1^{er} juin 2006 (publié au *Moniteur belge* du 9 juin 2006), a été introduit par Arnold François, demeurant à 4700 Eupen, rue Haute 68, Sylvia Klever-Emonds, demeurant à 4701 Kettenis, Feldstraße 38, Marco Zinnen, demeurant à 4700 Eupen, Gospertstraße 98, et le « Partei der deutschsprachigen Belgier », dont le siège est établi à 4700 Eupen, Am Weiherhof 5.

La demande de suspension des mêmes dispositions décrétales, introduite par les mêmes parties requérantes, a été rejetée par l'arrêt n^o 148/2006 du 28 septembre 2006, publié au *Moniteur belge* du 13 octobre 2006.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées et à la portée du recours en annulation

B.1. L'article L4112-22 du décret de la Région wallonne du 1^{er} juin 2006 « modifiant le Livre Ier de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation » dispose :

« § 1^{er}. Si, lors de la répartition des sièges pour les conseils provinciaux, il reste des mandats à attribuer parce qu'aucune liste n'aurait atteint le nombre de voix requis à cet effet, le bureau recourt à la technique de l'appareillement. Celui-ci s'effectue au niveau de l'arrondissement et consiste à répartir, sur la base des soldes de voix additionnés des listes appareillées, les sièges non encore pourvus au niveau des districts composant cet arrondissement.

§ 2. On appelle listes appareillées deux ou plusieurs listes de candidats qui se présentent chacune dans des districts électoraux distincts au sein d'un même arrondissement administratif et qui ont manifesté avant les élections, dans un document appelé déclaration de groupement, leur intention de former groupe au point de vue de la répartition des sièges au niveau de cet arrondissement ».

L'article L4125-2, § 7, du même décret dispose :

« Le bureau de district qui siège au chef-lieu d'arrondissement est désigné bureau central d'arrondissement et est chargé, en plus de ses missions de bureau de circonscription, des tâches complémentaires définies aux articles L4142-34 à 36 relatifs à la déclaration de groupement et à l'appareillement.

Le bureau de district qui siège au chef-lieu de province est désigné bureau principal provincial et est chargé, en plus de ses missions de bureau de circonscription et/ou de ses missions de bureau central d'arrondissement, des tâches complémentaires définies aux articles L4142-26 à 28 relatifs à l'affiliation et au tirage au sort ».

L'article L4134-1, § 2, du même décret dispose :

« Les candidats peuvent, dans la déclaration de groupement visée à l'article L4142-34, désigner, pour l'ensemble du groupe, un témoin et un témoin suppléant pour assister aux opérations du bureau central d'arrondissement. Les témoins doivent être électeurs dans l'un des districts de l'arrondissement.

Les candidats qui n'ont pas fait de déclaration de groupement dans les districts où d'autres candidats ont fait cette déclaration ont le droit de se faire représenter aux opérations du bureau central d'arrondissement par les témoins désignés par eux pour assister aux séances du bureau de district lors des opérations électorales ».

L'article L4142-26, § 4, du même décret dispose :

« La proposition d'affiliation doit être signée par cinq députés wallons au moins appartenant au parti politique qui utilisera ce sigle ou logo. Lorsqu'un parti politique est représenté par moins de cinq députés wallons, la proposition d'affiliation est signée par tous les députés wallons appartenant à ce parti. Un député wallon ne peut signer qu'une seule proposition d'affiliation ».

L'article L4145-17 du même décret dispose :

« § 1^{er}. En cas d'appareillement, le bureau central d'arrondissement se réunit le lendemain à 13 heures pour procéder à la répartition complémentaire des sièges, à la détermination des districts dans lesquels les diverses listes obtiennent ces sièges, et à la désignation des candidats élus.

§ 2. Le bureau reporte sur le tableau d'appareillement fixé par le Gouvernement, pour chaque groupe et chaque liste isolée visée par l'article L4145-18, § 2, alinéa 2 :

1^o le nom des districts de l'arrondissement;

2^o le chiffre électoral de chaque liste admise dans un des districts à la répartition complémentaire;

3^o le nombre de sièges déjà acquis dans chaque district de l'arrondissement, en application de l'article L4145-7, § 2, par les groupes et les listes isolées;

4^o les excédents de voix non représentées inscrits aux procès-verbaux des districts visés ci-dessus;

5^o le nombre des sièges complémentaires à répartir dans chaque district.

§ 3. Il entreprend de compléter sans attendre le tableau d'appareillement dès qu'il reçoit le tableau de recensement du premier bureau de district.

§ 4. Si, par suite d'un retard dans la réception d'un ou de plusieurs procès-verbaux des bureaux de district, le travail se trouve suspendu, la séance peut être interrompue momentanément. Elle est reprise le jour même ou, au besoin, le lendemain, à l'heure prévue pour l'arrivée des documents manquants.

§ 5. Le Gouvernement peut décider que l'encodage se fera au moyen d'un logiciel, conformément à l'article L4141-1, § 1^{er} ».

B.2. Les parties requérantes reprochent aux articles précités du décret de la Région wallonne du 1^{er} juin 2006 de ne pas tenir compte de la situation spécifique du district électoral d'Eupen dans l'arrondissement bilingue de Verviers, en ce qui concerne tant l'organisation de l'appareillement que celle du bureau central d'arrondissement de Verviers. Cette absence de réglementation spécifique touchant au groupement de listes entre partis issus de districts électoraux relevant de communautés différentes exercerait une influence sur la valeur du vote des électeurs germanophones et sur les chances des candidats germanophones.

Quant à la recevabilité

B.3.1. Le Gouvernement wallon conteste la recevabilité *ratione temporis* du recours, pour le motif que le décret de la Région wallonne précité du 1^{er} juin 2006 dans lequel sont contenues les dispositions attaquées se serait limité à assurer une meilleure coordination des dispositions existantes et que les parties requérantes resteraient en défaut de démontrer que les dispositions attaquées avaient pour effet de modifier les textes anciens.

B.3.2. S'il est vrai qu'une comparaison entre le décret de la Région wallonne du 1^{er} juin 2006 « modifiant le Livre Ier de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation », dont les articles L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, et L4145-17 sont attaqués, et le décret de la Région wallonne du 8 décembre 2005 « modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation » fait apparaître que le législateur décretalement a repris certaines de ces dispositions, il n'en demeure pas moins qu'il s'est approprié ces dispositions et qu'elles peuvent donc être attaquées dans le délai légal.

B.4. L'exception est rejetée.

Quant au fond

En ce qui concerne l'article L4112-22

B.5.1. La répartition des sièges aux élections provinciales se fait en principe, en Région wallonne, au niveau du district électoral. Si, lors de la répartition des sièges pour les conseils provinciaux, il reste des mandats à attribuer parce qu'aucune liste, au niveau du district électoral, n'aurait atteint le nombre de voix requis, les sièges non encore pourvus sont répartis au niveau des districts composant cet arrondissement, en vertu de la technique de l'appareusement.

B.5.2. Les parties requérantes reprochent essentiellement à la disposition attaquée de permettre un groupement entre des listes de candidats qui se présentent dans les deux districts électoraux qui relèvent de l'arrondissement de Verviers, à savoir le district électoral d'Eupen, dont le territoire correspond à celui de la région de langue allemande, et le district électoral de Verviers.

B.6. Bien que le législateur décrétal puisse prendre en compte la spécificité de la Communauté germanophone, dans le respect du principe d'égalité et de non-discrimination, pour déterminer un système électoral, il n'en découle pas qu'il serait tenu de déroger, en l'espèce, au système de groupement tel qu'il est applicable pour toutes les provinces de la Région wallonne. Les dispositions invoquées par les parties requérantes ne s'opposent pas à ce que, pour l'élection du conseil provincial de la province de Liège, une liste du district électoral d'Eupen et une liste du district électoral de Verviers fassent groupement.

B.7. Par ailleurs, la disposition litigieuse ne faisait pas obstacle à ce que les parties requérantes, et en particulier la quatrième partie requérante, déposent une liste dans le district de Verviers qui aurait pu faire l'objet d'un groupement, ou fassent groupement avec une autre liste de cet arrondissement. Si elles avaient décidé de ne pas le faire et si la liste des personnes concernées n'avait présenté des candidats que dans un seul district de l'arrondissement, elles étaient admises à la répartition complémentaire des sièges, même si le nombre total des voix obtenues est inférieur à 66 p.c. du diviseur électoral (article L4145-18, § 2, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

B.8. Enfin, la Cour ne peut retenir l'argument des parties requérantes qui invoquent dans leur mémoire en réponse la violation de l'article 19 de la Constitution, la violation de cet article n'étant pas alléguée dans la requête, d'une part, et les parties requérantes n'expliquant pas en quoi ni comment cet article serait violé, d'autre part.

En ce qui concerne les articles L4125-2, § 7, L4134-1 et L4145-17

B.9. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées violeraient les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme, en tant que ces dispositions ne prévoient pas que les membres du bureau central d'arrondissement de l'arrondissement de Verviers et les témoins qui assistent aux opérations de cette instance doivent connaître l'allemand, ni que les procès-verbaux du bureau central d'arrondissement doivent aussi être rédigés en allemand.

B.10. Sans qu'il faille examiner l'argument d'incompétence soulevé par le Gouvernement wallon, il suffit de constater que l'absence d'une règle spécifique concernant la connaissance de l'allemand des membres du bureau central d'arrondissement de Verviers ou des témoins et concernant la rédaction des procès-verbaux établis par ce bureau, ne porte pas atteinte au droit des parties requérantes de faire usage de la langue allemande en leur qualité de candidats ou d'électeurs.

En effet, ces dispositions n'empêchent pas les candidats qui résident dans la région de langue allemande d'introduire une déclaration de groupement en allemand. S'ils contestent la répartition complémentaire des sièges faite par le bureau central d'arrondissement, ils peuvent introduire une réclamation dans la même langue auprès du collège provincial de la province de Liège. Il résulte des dispositions en cause que les organes chargés de traiter ces déclarations ou ces réclamations doivent être organisés de manière telle qu'ils peuvent les traiter quand celles-ci sont faites en langue allemande.

En ce qui concerne l'article L4142-26, § 4

B.11. Selon les parties requérantes, l'article L4142-26, § 4, attaqué, violerait les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'une proposition d'affiliation doit être signée par au moins cinq parlementaires wallons qui appartiennent au parti politique qui utilisera le sigle ou le logo mentionné dans la proposition. Elles reprochent à la disposition attaquée de permettre que des parlementaires qui ne résident pas dans la région de langue allemande aient ainsi une influence sur une affiliation qui porte également sur les élections dans cette région linguistique.

B.12. L'article L4142-26 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation porte sur la possibilité qu'a un parti politique représenté au Parlement wallon d'obtenir un numéro d'ordre commun pour les prochaines élections. Étant donné que le parti en question peut porter le même numéro, lors des élections communales et provinciales, dans l'ensemble du territoire de la Région wallonne, en ce compris le territoire qui correspond à la région de langue allemande, il n'est pas manifestement déraisonnable que la proposition d'affiliation doive être signée par cinq membres du Parlement wallon, sans qu'il soit fait de distinction en fonction de leur domicile ou de la langue dans laquelle ils ont prêté serment en premier lieu.

B.13. Par ailleurs, il convient d'observer que, le cas échéant, un membre du Parlement wallon qui serait élu dans la région de langue allemande sur une liste qui n'a pas de représentant ailleurs ne serait pas exclu du bénéfice de la disposition attaquée. Lorsqu'un parti politique est représenté par moins de cinq parlementaires wallons, il suffit, en effet, que la proposition d'affiliation soit signée par tous les membres du Parlement wallon qui appartiennent à ce parti (article L4142-26, § 4, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 16 mai 2007.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2007 — 2168

[2007/201671]

Uittreksel uit arrest nr. 78/2007 van 16 mei 2007

Rolnummer 4039

In zake : het beroep tot vernietiging van de artikelen L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, en L4145-17 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervat in boek I van deel IV van dat Wetboek, zoals dat boek I is vervangen bij artikel 2 van het decreet van het Waalse Gewest van 1 juni 2006, ingesteld door Arnold François en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 augustus 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 30 augustus 2006, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, en L4145-17 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, vervat in boek I van deel IV van dat Wetboek, zoals dat boek I is vervangen bij artikel 2 van het decreet van het Waalse Gewest van 1 juni 2006 (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 2006), door Arnold François, wonende te 4700 Eupen, Hochstraße 68, Sylvia Klever-Emonds, wonende te 4701 Kettens, Feldstraße 38, Marco Zinnen, wonende te 4700 Eupen, Gospertstraße 98, en de « Partei der deutschsprachigen Belgier », met zetel te 4700 Eupen, Am Weiherhof 5.

De vordering tot schorsing van dezelfde decretale bepalingen, ingesteld door dezelfde verzoekende partijen, is verworpen bij het arrest nr. 148/2006 van 28 september 2006, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 2006.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de aangevochten bepalingen en de draagwijdte van het beroep tot vernietiging

B.1. Artikel L4112-22 van het decreet van het Waalse Gewest van 1 juni 2006 tot wijziging van boek I van deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bepaalt :

« § 1. Als er bij de verdeling van zetels voor de provincieraden nog mandaten zijn die toegekend moeten worden omdat geen lijst het aantal stemmen dat daartoe wordt vereist, heeft bereikt, wendt het bureau zich tot de techniek van de apparentering. Deze apparentering vindt plaats in het arrondissement en bestaat erin de zetels waarin nog niet wordt voorzien in de districten die dit arrondissement vormen, te verdelen op grond van de saldo's van stemmen waarbij aanverwante lijsten worden opgeteld.

§ 2. Onder aanverwante lijsten wordt verstaan twee of meer lijsten van kandidaten die zich kandidaat stellen in afzonderlijke kiesdistricten binnen eenzelfde administratief arrondissement en die vóór de verkiezingen in een document, genoemd verklaring van lijstenverbinding, de intentie hebben geuit een lijstenverbinding aan te gaan voor de zetelverdeling van dit arrondissement ».

Artikel L4125-2, § 7, van hetzelfde decreet bepaalt :

« Het districtbureau dat in de arrondissementshoofdplaats zetelt wordt aangewezen als centraal arrondissementsbureau en is naast zijn opdrachten van kieskringbureau belast met de aanvullende taken bepaald in de artikelen L4142-34 tot en met 36 betreffende de verklaring van lijstenverbinding en de apparentering.

Het districtbureau dat in de provinciehoofdplaats zetelt wordt aangewezen als provinciaal hoofdbureau en is naast zijn opdrachten van kieskringbureau en/of zijn opdrachten van centraal arrondissementsbureau belast met de aanvullende taken bepaald in de artikelen L4142-26 tot en met 28 betreffende lijstenvereniging en de loting ».

Artikel L4134-1, § 2, van hetzelfde decreet bepaalt :

« De kandidaten kunnen in de verklaring van lijstenverbinding bedoeld in artikel L4142-34 voor de verbonden lijsten een getuige en een plaatsvervangend getuige aanwijzen om de verrichtingen van het centrale arrondissementsbureau bij te wonen. De getuigen moeten kiezers zijn in één van de districten van het arrondissement.

De kandidaten die geen verklaring van lijstenverbinding hebben afgegeven in de districten waar andere kandidaten die verklaring hebben afgegeven, hebben het recht om zich bij de verrichtingen van het centrale arrondissementsbureau te laten vertegenwoordigen door de door hen aangewezen getuigen om de vergaderingen van het districtbureau bij te wonen voor die kiesverrichtingen ».

Artikel L4142-26, § 4, van hetzelfde decreet bepaalt :

« Het voorstel tot lijstenvereniging moet worden ondertekend door ten minste vijf Waalse parlementsleden die tot de politieke partij behoren die dat letterwoord of logo zal gebruiken. Wanneer een politieke partij vertegenwoordigd is door minder dan vijf Waalse parlementsleden wordt het voorstel tot lijstenvereniging ondertekend door alle raadsleden die tot die partij behoren. Een Waals parlements lid mag slechts één enkel voorstel tot lijstenvereniging ondertekenen ».

Artikel L4145-17 van hetzelfde decreet bepaalt :

« § 1. In geval van apparentering komt het centraal arrondissementsbureau daags nadien om dertien uur samen om over te gaan tot de aanvullende verdeling van de zetels, alsmede de bepaling van de districten waarin de verschillende lijsten deze zetels behalen en de aanwijzing van de verkozen kandidaten.

§ 2. Op de apparenteringstabel vastgelegd door de regering vermeldt het bureau voor elke groep en voor elke geïsoleerde lijst bedoeld in artikel L4145-18, § 2, lid 2, de volgende gegevens :

1° de naam van de districten van het arrondissement;

2° het stemcijfer van elke lijst die toegelaten wordt in één van de districten met aanvullende verdeling;

3° het aantal reeds verworven zetels in elk district van het arrondissement door de groepen en de alleenstaande lijsten overeenkomstig artikel L4145-7, § 2;

4° het overschot aan niet vertegenwoordigde stemmen, ingeschreven in de processen-verbaal van de bovenbedoelde districten;

5° het aantal aanvullende zetels die in elk district moeten verdeeld worden.

§ 3. Het gaat onverwijld de apparenteringstabel aanvullen zodra het de opnemingsstabel van het eerste districtbureau ontvangt.

§ 4. Indien het werk opgeschort is ten gevolge van een vertraging in de ontvangst van één of meer processen-verbaal van de districtbureaus, kan de vergadering tijdelijk onderbroken worden. Zij wordt dezelfde dag of zo nodig de volgende dag hervat op het uur waarop de ontbrekende stukken worden verwacht.

§ 5. De regering kan beslissen dat het invoeren van deze tabel via een software moet gebeuren overeenkomstig artikel L4141-1, § 1 ».

B.2. De verzoekende partijen klagen aan dat de voormelde artikelen van het decreet van het Waalse Gewest van 1 juni 2006 geen rekening houden met de specifieke situatie van het kiesdistrict Eupen in het tweetalige arrondissement Verviers, zowel wat de organisatie van de lijstenverbinding als die van het centrale arrondissementsbureau van Verviers betreft. Die ontstentenis van een specifieke reglementering in verband met de lijstenverbindingen tussen partijen uit kiesdistricten die tot verschillende gemeenschappen behoren, zou een invloed uitoefenen op de waarde van de stem van de Duitstalige kiezers en op de kansen van de Duitstalige kandidaten.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.3.1. De Waalse Regering betwist de ontvankelijkheid *ratione temporis* van het beroep, omdat het voormelde decreet van het Waalse Gewest van 1 juni 2006, waarin de bestreden bepalingen zijn opgenomen, zich ertoe zou hebben beperkt een betere coördinatie van de bestaande bepalingen te verzekeren en omdat de verzoekende partijen zouden hebben nagelaten aan te tonen dat de bestreden bepalingen tot gevolg hadden dat de vroegere teksten werden gewijzigd.

B.3.2. Hoewel uit een vergelijking tussen het decreet van het Waalse Gewest van 1 juni 2006 tot wijziging van boek I van deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, waarvan de artikelen L4112-22, L4125-2, § 7, L4134-1, § 2, L4142-26, § 4, en L4145-17 worden aangevochten, en het decreet van het Waalse Gewest van 8 december 2005 tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie blijkt dat de decreetgever sommige van die bepalingen heeft overgenomen, heeft hij zich niettemin die bepalingen toegeëigend en kunnen zij derhalve worden bestreden binnen de wettelijke termijn.

B.4. De exceptie wordt verworpen.

Ten gronde

Wat artikel L4112-22 betreft

B.5.1. De zetelverdeling voor de provincieraadsverkiezingen in het Waalse Gewest geschiedt in beginsel op het niveau van het kiesdistrict. Als er bij de verdeling van de zetels voor de provincieraden evenwel nog mandaten zijn die moeten worden toegekend omdat op het niveau van het kiesdistrict geen lijst het vereiste aantal stemmen heeft bereikt, worden de resterende zetels verdeeld in de districten die een arrondissement vormen, op grond van de techniek van de lijstenverbinding.

B.5.2. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling in essentie een lijstenverbinding mogelijk te maken tussen lijsten van kandidaten die zich voorstellen in de twee kiesdistricten die deel uitmaken van het arrondissement Verviers, namelijk het kiesdistrict Eupen, waarvan het grondgebied overeenstemt met dat van het Duitse taalgebied, en het kiesdistrict Verviers.

B.6. Ofschoon de decreetgever, met inachtneming van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, bij het bepalen van een kiesstelsel rekening vermag te houden met de specificiteit van de Duitstalige Gemeenschap, vloeit hieruit niet voort dat hij te dezen verplicht is af te wijken van het systeem van lijstenverbinding zoals het van toepassing is in alle provincies van het Waalse Gewest. De door de verzoekende partijen aangevoerde bepalingen staan er niet aan in de weg dat, voor de verkiezing van de provincieraad van de provincie Luik, een lijstenverbinding tot stand komt tussen een lijst uit het kiesdistrict Eupen en een lijst uit het kiesdistrict Verviers.

B.7. Overigens vormde de in het geding zijnde bepaling geen beletsel voor de verzoekende partijen, en inzonderheid de vierde verzoekende partij, om in het district Verviers een lijst neer te leggen waarmee dan een lijstenverbinding had kunnen worden aangegaan, of om een lijstenverbinding aan te gaan met een andere lijst van dat arrondissement. Wanneer zij hadden beslist dat niet te doen, en de lijst van de betrokkenen alleen maar in één district van het arrondissement kandidaten had voorgedragen, werden zij tot de aanvullende zetelverdeling toegelaten, ook al is het totaal aantal stemmen dat ze hebben verkregen lager dan 66 pct. van de kiesdeler (artikel L4145-18, § 2, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie).

B.8. Ten slotte kan het Hof geen rekening houden met het argument van de verzoekende partijen die in hun memorie van antwoord de schending van artikel 19 van de Grondwet aanvoeren, omdat, enerzijds, de schending van dat artikel niet in het verzoekschrift is aangeklaagd en, anderzijds, de verzoekende partijen niet uitleggen hoe dat artikel zou zijn geschonden.

Wat de artikelen L4125-2, § 7, L4134-1 en L4145-17 betreft

B.9. Volgens de verzoekende partijen zouden de bestreden bepalingen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, schenden, in zoverre die bepalingen niet bepalen dat de leden van het centrale arrondissementsbureau van het arrondissement Verviers en de getuigen die de verrichtingen van die instantie bijwonen, kennis moeten hebben van de Duitse taal, noch dat de processen-verbaal van het centrale arrondissementsbureau ook in het Duits moeten worden opgemaakt.

B.10. Zonder dat het nodig is het argument van onbevoegdheid aangevoerd door de Waalse Regering te onderzoeken, is het voldoende vast te stellen dat het ontbreken van een specifieke regeling betreffende de kennis van de Duitse taal door de leden van het centrale arrondissementsbureau van Verviers of door de getuigen en betreffende de door dat bureau opgestelde processen-verbaal, geen afbreuk doet aan het recht van de verzoekende partijen om in hun hoedanigheid van kandidaat of kiezer zich van de Duitse taal te bedienen.

Die bepalingen verhinderen immers niet dat de kandidaten die hun woonplaats in het Duitse taalgebied hebben, een verklaring van lijstenverbinding in het Duits indienen. Wanneer zij het niet eens zijn met de door het centrale arrondissementsbureau uitgevoerde aanvullende zetelverdeling, vermogen zij in diezelfde taal bij het provinciecollege van de provincie Luik een bezwaar in te dienen. Uit de in het geding zijnde bepalingen vloeit voort dat de organen die zijn belast met het behandelen van die verklaringen of die bezwaren, moeten worden georganiseerd op een wijze die hen in staat stelt ze te behandelen wanneer ze in het Duits zijn opgesteld.

Wat artikel L4142-26, § 4, betreft

B.11. Volgens de verzoekende partijen zou het bestreden artikel L4142-26, § 4, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schenden, in zoverre een voorstel tot lijstenvereniging moet worden ondertekend door ten minste vijf Waalse parlementsleden die tot de politieke partij behoren die het in het voorstel vermelde letterwoord of logo zal gebruiken. Zij verwijten de bestreden bepaling dat aldus parlementsleden die niet woonachtig zijn in het Duitse taalgebied een invloed hebben op een lijstenvereniging die ook betrekking heeft op de verkiezingen in dat taalgebied.

B.12. Artikel L4142-26 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreft de mogelijkheid voor een in het Waals Parlement vertegenwoordigde politieke partij om voor de komende verkiezingen een gemeenschappelijk volgnummer te verkrijgen. Vermits de partij in kwestie bij de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen in het gehele Waalse Gewest, met inbegrip van het grondgebied dat overeenstemt met het Duitse taalgebied, datzelfde nummer mag voeren, is het niet kennelijk onredelijk dat het voorstel tot lijstenvereniging door vijf leden van het Waals Parlement dient te worden ondertekend, zonder dat daarbij een onderscheid wordt gemaakt naar gelang van hun woonplaats of de taal waarin zij de eed het eerst hebben afgelegd.

B.13. Bovendien dient te worden opgemerkt dat, in voorkomend geval, een lid van het Waals Parlement dat zou worden verkozen in het Duitse taalgebied op een lijst die elders geen vertegenwoordigers heeft, niet zou worden uitgesloten van het voordeel dat de bestreden bepaling verleent. Wanneer een politieke partij is vertegenwoordigd door minder dan vijf Waalse parlementsleden, is het immers voldoende dat het voorstel van lijstenvereniging wordt ondertekend door alle leden van het Waals Parlement die tot die partij behoren (artikel L4142-26, § 4, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie).

Om die redenen,
het Hof
verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 16 mei 2007.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,
M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2007 — 2168

[2007/201671]

Auszug aus dem Urteil Nr. 78/2007 vom 16. Mai 2007

Geschäftsverzeichnisnummer 4039

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung der Artikel L4112-22, L4125-2 § 7, L4134-1 § 2, L4142-26 § 4 und L4145-17 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, enthalten in Buch I des vierten Teils dieses Kodex, so wie dieses Buch I durch Artikel 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. Juni 2006 ersetzt wurde, erhoben von Arnold François und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 29. August 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 30. August 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel L4112-22, L4125-2 § 7, L4134-1 § 2, L4142-26 § 4 und L4145-17 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, enthalten in Buch I des vierten Teils dieses Kodex, so wie dieses Buch I durch Artikel 2 des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. Juni 2006 ersetzt wurde (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Juni 2006): Arnold François, wohnhaft in 4700 Eupen, Hochstraße 68, Sylvia Klever-Emonds, wohnhaft in 4701 Kettens, Feldstraße 38, Marco Zinnen, wohnhaft in 4700 Eupen, Gospertstraße 98, und die «Partei der deutschsprachigen Belgier», mit Sitz in 4700 Eupen, Am Weiherhof 5.

(...)

II. In rechtlicher Beziehung

(...)

Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmungen und der Tragweite der Nichtigkeitsklage

B.1. Artikel L4112-22 des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. Juni 2006 zur Abänderung des Buchs I des Vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bestimmt:

«§ 1. Sind bei der Verteilung der Sitze für die Provinzialräte noch Mandate zu gewähren, da keine Liste die zu diesem Zweck erforderliche Stimmenanzahl erreicht hat, nimmt der Vorstand das Verfahren der Listenverbindung in Anspruch. Diese erfolgt auf Ebene des Bezirks und besteht darin, auf Grundlage der restlichen Anzahl der zusammengezählten Stimmen der gruppierten Listen in die Sitze, die auf Ebene der Distrikte, die diesen Bezirk bilden, noch nicht vergeben wurden, zu verteilen.

§ 2. Bei den verbundenen Listen handelt es sich um zwei oder mehrere Kandidatenlisten, die jede in verschiedenen Wahldistrikten innerhalb ein und desselben Verwaltungsbezirks kandidieren und die vor den Wahlen in einer sogenannten Verbindungserklärung ihre Absicht, eine Verbindung bezüglich der Verteilung der Sitze auf Ebene dieses Bezirks einzugehen, geäußert haben».

Artikel L4125-2 § 7 desselben Dekrets bestimmt:

«Der Distriktvorstand, der am Hauptort des Bezirks tagt, wird als Zentralwahlvorstand des Bezirks bezeichnet und zusätzlich zu seinen Aufgaben als Kreisvorstand mit den zusätzlichen Aufgaben, die in Artikel L4142-34 bis 36 über die Listengruppierungserklärung und die Listenverbindung festgelegt werden, beauftragt.

Der Distriktvorstand, der in der Provinzhauptstadt tagt, wird als Hauptwahlvorstand der Provinz bezeichnet und zusätzlich zu seinen Aufgaben als Kreisvorstand und/oder seinen Aufgaben als Zentralwahlvorstand des Bezirks, mit den zusätzlichen Aufgaben, die in Artikel L4142-26 bis 28 über die Listenverbindung und die Auslosung festgelegt werden, beauftragt».

Artikel L4134-1 § 2 desselben Dekrets bestimmt:

«In der in Artikel L4142-34 erwähnten Listengruppierungserklärung können die Kandidaten für die gesamte Gruppe einen Zeugen und einen Ersatzzeugen benennen, um den Verrichtungen des Zentralwahlvorstandes des Bezirks beizuwohnen. Die Zeugen müssen Wähler in einem der Distrikte des Bezirks sein.

Die Kandidaten, die, in den Distrikten, in denen andere Kandidaten eine derartige Erklärung gemacht haben, keine Listengruppierungserklärung unterzeichnet haben, haben das Recht, sich durch die von ihnen bezeichneten Zeugen bei den Verrichtungen des Zentralwahlvorstandes des Bezirks vertreten zu lassen, um den Sitzungen des Distriktvorstandes bei den Wahlverrichtungen beizuwohnen».

Artikel L4142-26 § 4 desselben Dekrets bestimmt:

«Der Listenverbindungsvorschlag muss von mindestens fünf wallonischen Abgeordneten der politischen Partei, die dieses Listenkürzel oder Logo benutzen wird, unterzeichnet werden. Wenn eine politische Partei durch weniger als fünf wallonische Abgeordnete vertreten wird, wird der Listenverbindungsvorschlag von allen Abgeordneten unterzeichnet, die dieser Partei angehören. Ein wallonischer Abgeordneter darf nur einen einzigen Listenverbindungsvorschlag unterzeichnen».

Artikel L4145-17 desselben Dekrets bestimmt:

«§ 1. Im Fall einer Listenverbindung tritt der zentrale Bezirksvorstand am Tag nach der Wahl um 13 Uhr mittags zusammen, um die zusätzliche Verteilung der Sitze, die Bestimmung der Distrikte, in denen die verschiedenen Listen diese Sitze erhalten und die Bezeichnung der gewählten Kandidaten vorzunehmen.

§ 2. Der Vorstand vermerkt auf der von der Regierung festgelegten Listenverbindungstabelle für jede Gruppe und jede in Artikel L4145-18 § 2 Ab. 2 erwähnte einzeln stehende Liste:

1° den Namen der Distrikte des Bezirks;

2° die Wahlziffer jeder Liste, die in einem der Distrikte zu der zusätzlichen Verteilung zugelassen ist;

3° die Anzahl der Sitze, die den Gruppen und den einzeln stehenden Listen in jedem Distrikt des Bezirks in Anwendung von Artikel L4145-7 § 2 durch schon zugeteilt worden sind;

4° die Überschüsse von nicht vertretenen Stimmen, die in den oben erwähnten Protokollen der Distrikte eingetragen sind;

5° die Anzahl der zusätzlichen Sitze, die in jedem Distrikt zu verteilen sind.

§ 3. Sobald er die Auszählungstabelle des ersten Distriktvorstandes erhalten hat, ergänzt er unverzüglich die Listenverbindungstabelle.

§ 4. Wenn infolge verspäteten Empfangs eines oder mehrerer Protokolle der Distriktvorstände die Arbeit ruhen muss, kann die Sitzung vorübergehend unterbrochen werden. Sie wird noch am selben oder notfalls am darauf folgenden Tag zu der für den Eingang der fehlenden Unterlagen vorgesehenen Uhrzeit wieder aufgenommen.

§ 5. Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten gemäß Artikel 5 [zu lesen ist: Artikel L4141-1] § 1 mit Hilfe einer Software erfolgt».

B.2. Die klagenden Parteien beanstanden, dass die vorerwähnten Artikel des Dekrets der Wallonischen Region vom 1. Juni 2006 nicht der besonderen Situation des Wahldistrikts Eupen im zweisprachigen Bezirk Verviers Rechnung trügen, sowohl hinsichtlich der Organisation der Listenverbindung als auch derjenigen des Zentralwahlvorstandes Verviers. Dieses Nichtvorhandensein einer spezifischen Regelung im Zusammenhang mit den Listenverbindungen zwischen Parteien aus Wahldistrikten, die zu verschiedenen Gemeinschaften gehören, beeinflusse den Wert der Stimme der deutschsprachigen Wähler und die Chancen der deutschsprachigen Kandidaten.

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.3.1. Die Wallonische Regierung stellt die zeitliche Zulässigkeit der Klage in Abrede, weil das vorerwähnte Dekret der Wallonischen Region vom 1. Juni 2006, das die angefochtenen Bestimmungen enthält, sich darauf beschränkt habe, eine bessere Koordinierung der bestehenden Bestimmungen zu gewährleisten, und weil die klagenden Parteien es unterlassen hätten, nachzuweisen, dass die angefochtenen Bestimmungen zur Folge hätten, dass die bisherigen Texte geändert würden.

B.3.2. Obwohl aus einem Vergleich zwischen dem Dekret der Wallonischen Region vom 1. Juni 2006 zur Abänderung des Buchs I des Vierten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, dessen Artikel L4112-22, L4125-2 § 7, L4134-1 § 2, L4142-26 § 4 und L4145-17 angefochten werden, und dem Dekret der Wallonischen Region vom 8. Dezember 2005 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung hervorgeht, dass der Dekretgeber einige von diesen Bestimmungen übernommen hat, hat er sich nichtsdestoweniger diese Bestimmungen angeeignet und können sie daher innerhalb der gesetzlichen Frist angefochten werden.

B.4. Die Einrede wird abgewiesen.

Zur Hauptsache

Was Artikel L4112-22 betrifft

B.5.1. Die Sitzverteilung für die Provinzialwahlen in der Wallonischen Region erfolgt grundsätzlich auf Ebene des Wahldistrikts. Wenn aber bei der Verteilung der Sitze für die Provinzialräte noch Mandate übrig bleiben, die noch zuzuweisen sind, weil auf Ebene des Wahldistrikts keine Liste die erforderliche Stimmenanzahl erreicht hat, werden die verbleibenden Sitze in den Distrikten, die einen Bezirk bilden, aufgrund der Technik der Listenverbindung verteilt.

B.5.2. Die klagenden Parteien werfen der angefochtenen Bestimmung vor, dass sie im Wesentlichen eine Listenverbindung ermöglichen würde zwischen Kandidatenlisten aus zwei Wahldistrikten, die zum Bezirk Verviers gehören, und zwar dem Wahldistrikt Eupen, dessen Gebiet sich mit dem deutschen Sprachgebiet deckt, und dem Wahldistrikt Verviers.

B.6. Wenngleich der Dekretgeber unter Beachtung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung bei der Bestimmung eines Wahlsystems die Spezifität der Deutschsprachigen Gemeinschaft berücksichtigen darf, ergibt sich hieraus nicht, dass er im vorliegenden Fall verpflichtet wäre, von System der Listenverbindung, so wie es in sämtlichen Provinzen der Wallonischen Region gilt, abzuweichen. Die von den klagenden Parteien geltend gemachten Bestimmungen verhindern nicht, dass bei der Wahl des Provinzialrates der Provinz Lüttich eine Listenverbindung zwischen einer Liste aus dem Wahldistrikt Eupen und einer Liste aus dem Wahldistrikt Verviers zustande kommt.

B.7. Übrigens hätte die fragliche Bestimmung die klagenden Parteien - und insbesondere die vierte klagende Partei - nicht daran gehindert, im Distrikt Verviers eine Liste zu hinterlegen, mit der eine Listenverbindung hätte eingegangen werden können, beziehungsweise eine Listenverbindung mit einer anderen Liste dieses Bezirks einzugehen. Wenn sie sich dafür entschieden hätten, dies nicht zu tun, und die Liste der betreffenden Personen in nur einem Distrikt des Bezirks Kandidaten vorgeschlagen hätte, so würden sie zur zusätzlichen Sitzverteilung zugelassen, auch wenn die Gesamtanzahl der erzielten Stimmen niedriger ist als 66 Prozent des Wahldivisors (Artikel L4145-18 § 2 Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung).

B.8. Schließlich kann der Hof nicht das Argument der klagenden Parteien berücksichtigen, die in ihrem Erwidierungsschriftsatz einen Verstoß gegen Artikel 19 der Verfassung anführen, weil einerseits der Verstoß gegen diesen Artikel nicht in der Klageschrift geltend gemacht worden ist und andererseits die Parteien nicht darlegen, wie dieser Artikel verletzt worden wäre.

Was die Artikel L4125-2 § 7, L4134-1 und L4145-17 betrifft

B.9. Nach Auffassung der klagenden Parteien würden die angefochtenen Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen, insofern diese Bestimmungen nicht vorsähen, dass die Mitglieder des Zentralwahlvorstands des Bezirks Verviers und die Zeugen, die den Verrichtungen dieses Zentralwahlvorstands beiwohnen, Kenntnis der deutschen Sprache haben müssten, und genauso wenig, dass die Protokolle des Zentralwahlvorstands auch in deutscher Sprache verfasst werden müssten.

B.10. Ohne dass es notwendig ist, das von der Wallonischen Regierung vorgebrachte Unzuständigkeitsargument zu prüfen, genügt die Feststellung, dass das Nichtvorhandensein einer spezifischen Regelung bezüglich der Deutschkenntnisse der Mitglieder des Zentralwahlvorstands Verviers oder der Zeugen und bezüglich der von diesem Zentralwahlvorstand verfassten Protokolle nicht das Recht der klagenden Parteien beeinträchtigt, sich in ihrer Eigenschaft als Kandidat oder Wähler der deutschen Sprache zu bedienen.

Diese Bestimmungen verhindern nämlich nicht, dass die im deutschen Sprachgebiet ansässigen Kandidaten eine Listenverbindungserklärung in deutscher Sprache abgeben. Wenn sie nicht mit der vom Zentralwahlvorstand durchgeführten zusätzlichen Sitzverteilung einverstanden sind, können sie in derselben Sprache beim Provinzkollegium der Provinz Lüttich Beschwerde einlegen. Aus den fraglichen Bestimmungen ergibt sich, dass die mit der Bearbeitung dieser Erklärungen oder Beschwerden beauftragten Organe so eingerichtet werden müssen, dass sie in der Lage sind, diese zu bearbeiten, wenn sie in deutscher Sprache abgefasst sind.

Was Artikel L4142-26 § 4 betrifft

B.11. Die klagenden Parteien behaupten, der angefochtene Artikel L4142-26 § 4 verstoße gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern ein Listenverbindungsvorschlag von mindestens fünf wallonischen Abgeordneten der politischen Partei, die das im Vorschlag erwähnte Listenkürzel oder Logo benutzen wird, unterzeichnet werden müsse. Sie werfen der angefochtenen Bestimmung vor, dass somit nicht im deutschen Sprachgebiet ansässige Abgeordnete auf eine Listenverbindung, die sich auch auf die Wahlen in diesem Sprachgebiet beziehe, Einfluss nähmen.

B.12. Artikel L4142-26 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung betrifft die Möglichkeit für eine im Wallonischen Parlament vertretene politische Partei, bei den kommenden Wahlen eine gemeinsame laufende Nummer zu erhalten. Da die betreffende Partei bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen in der gesamten Wallonischen Region - einschließlich des Gebietes, das sich mit dem deutschen Sprachgebiet deckt - dieselbe Nummer führen darf, ist es nicht offensichtlich unvernünftig, dass der Listenverbindungsvorschlag von mindestens fünf Mitgliedern des Wallonischen Parlaments zu unterzeichnen ist, ohne dass dabei je nach ihrem Wohnsitz oder nach der Sprache, in der sie den Eid zuerst abgelegt haben, unterschieden wird.

B.13. Außerdem ist zu bemerken, dass vorkommendenfalls ein Mitglied des Wallonischen Parlaments, das im deutschen Sprachgebiet auf einer Liste, die anderswo keine Vertreter hat, gewählt werden sollte, nicht von dem durch die angefochtene Bestimmung gebotenen Vorteil ausgeschlossen werden würde. Ist eine politische Partei durch weniger als fünf wallonische Parlamentsmitglieder vertreten, so genügt es, wenn der Listenverbindungsvorschlag von allen dieser Partei angehörenden Mitgliedern des Wallonischen Parlaments unterzeichnet wird (Artikel L4142-26 § 4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung).

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 16. Mai 2007.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.